



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

La preuve par le frein à l'endettement

VICTORIA CURZON PRICE

RAPPORT. L'expérience de la Suisse remet sérieusement en question la doctrine keynésienne. Les politiques de relance prolongent les crises.

En comparaison avec ses grands voisins, la Suisse fait à nouveau exception. Non seulement son endettement public reste bien en deçà des limites fixées naguère par l'Allemagne et la France comme constituant le sceau d'une bonne gestion macroéconomique, mais le niveau relatif de l'endettement n'a cessé de baisser, même pendant les années 2008-2011 marquées par la crise. Ce qui la distingue: le frein à l'endettement, introduit dans la Constitution en 2001 par le plébiscite des citoyens.

La Suisse a donc pratiqué une politique macroéconomique à contre-courant de la grande majorité des pays de la «vieille Europe», qui ont tenté une «relance» volontariste en creusant délibérément les déficits publics. Il n'est donc pas inintéressant de comparer l'évolution des PIB respectifs. La Suisse et la Suède, adoptant une politique d'austérité en période de récession, auraient dû enregistrer une baisse du PIB plus importante que leurs voisins qui ont tout fait pour relancer la croissance. Or c'est exactement l'inverse qui est vrai.

Le succès du frein à l'endettement est indéniable et semble confirmer la théorie dite autrichienne, dans la tradition de Ludwig von Mises et de Friedrich Hayek: celle-ci soutient que les politiques de relance par endettement ou par fabrication monétaire non seulement ne créent aucune richesse supplémentaire, mais conduisent à une prolongation et à une intensification inutile d'une crise.

Lire le rapport :

[La preuve par le frein à l'endettement \(9 pages, PDF\)](#)

Février 2012

